



30 septembre 2013

L'honorable Leona Aglukkaq
Ministre de l'Environnement
Députée du Nunavut
Les Terrasses de la Chaudière
10 rue Wellington, 28^e étage
Gatineau, Québec K1A 0H3

Télec. : +1-819-953-0279

Courriel : Minister@ec.gc.ca, Leona.Aglukkaq@parl.gc.ca

Objet : *Action du Canada sur les changements climatiques*

Madame la Ministre,

Le Conseil canadien des Églises vous félicite de votre récente nomination au poste de ministre de l'Environnement; nous désirons poursuivre avec vous le dialogue sur les changements climatiques que nous avons eu le plaisir d'amorcer avec votre prédécesseur, l'honorable Peter Kent.

Outre nos rencontres avec M. Kent et notre échange de correspondance avec lui, nous avons tiré profit des réunions tenues avec l'ex-conseillère principale en politiques Monica Kugelmass et de nos échanges avec M. Dan McDougall, négociateur en chef et ambassadeur aux changements climatiques du Canada, à Montréal le 29 mai dernier.

Nous ne voyons pas dans la crise climatique un problème environnemental capable de se régler techniquement. Il s'agit plutôt d'une crise morale, où les intérêts personnels excessifs, la pensée à courte vue, la concurrence destructrice et la cupidité ont mené à des modèles de production et de consommation non durables. Nous vivons dans l'espoir que comme société, nous pouvons regarder par-delà les intérêts individuels et nationaux et travailler collectivement pour un monde meilleur qui puisse nous soutenir tous, tant économiquement qu'écologiquement, pour les générations actuelles et futures.

Les groupes confessionnels du Canada, Ministre, sont profondément préoccupés par le fait que les efforts actuels de notre gouvernement fédéral pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre ne tiennent pas compte de la véritable envergure de la crise climatique. Au début de mai, le monde apprenait que les niveaux atmosphériques de dioxyde de carbone avaient atteint les 400 parties par million, soit une quantité qu'ils n'avaient pas atteinte en trois à cinq millions d'années. En tant que représentante du Nunavut et présidente du Conseil de l'Arctique vous

êtes sans doute parfaitement consciente des changements qui, dans l'Arctique, affectent les communautés locales, le mode de vie des Inuits et qui sont directement reliés aux changements climatiques.

En présence de ce contexte de plus en plus alarmant, nous désirons donner suite à trois préoccupations dont tenaient compte notre lettre du 21 novembre 2012 au ministre Kent et sa réponse du 28 février 2013.

1. La part du Canada dans l'établissement et l'atteinte de cibles d'émission de carbone justes et claires permettant maintenir les températures globales à 2 degrés de moins que les niveaux de l'ère préindustrielle.

Nous pressons le Canada d'établir un plan efficace permettant au Canada d'atteindre, d'ici à 2020, l'objectif énoncé de 17 % sous le niveau de 2005. Nous sommes alarmés par les rapports selon lesquels le Canada ne pourrait probablement pas atteindre ce modeste objectif. En mai 2013, M. Scott Vaughan, Commissaire à l'Environnement et au Développement durable, rapportait que la conduite adoptée par le gouvernement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre avait peu de chances de mener à l'atteinte de la cible fixée par le Canada pour 2020. Des rapports subséquents appuient cette prédiction. Nous reconnaissons ici que cet objectif n'est pas aussi ambitieux que le Protocole de Kyoto et ne permettra pas d'éviter des impacts climatiques dévastateurs. Divers rapports ont indiqué que cumulativement, les engagements pris en vertu de l'Entente de Copenhague ne satisfont pas à atteindre l'éventail des réductions d'émissions, soit de 25 à 40 % d'ici à 2020, que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat juge essentiel au maintien du réchauffement à une augmentation de moins de 2 °C.

M. Kent écrivait que le Gouvernement du Canada s'engageait à appliquer un plan régulateur secteur par secteur visant à effectuer des réductions additionnelles jusqu'à l'atteinte de l'objectif. Nous attendons l'annonce, promise de longue date, de règlements gouvernant l'industrie pétrolière et gazière. Nous partageons cependant l'inquiétude exprimée par le Commissionnaire, à constater que l'approche réglementaire mondiale n'est pas appuyée par un plan d'application global qui expliquerait comment les règlements contribuent ensemble à l'atteinte de l'objectif de 2020.

Nous vous demandons de faire part d'un plan intégral et détaillé à nos membres et au public canadien. Nous encourageons aussi le Gouvernement canadien à le faire suivre d'un autre plan à long terme contribuant davantage à freiner la crise climatique.

2. Jouer un rôle constructif dans la conception du Fonds vert pour le climat et contribuer des fonds publics permettant d'aider le pays les plus pauvres et les plus affectés, à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les atténuer.

Nous sommes reconnaissants que le Canada ait déjà contribué 1,2 milliard de dollars entre 2010 et 2012, en vertu de son engagement à aider les pays en voie de développement à

s'adapter aux changements climatiques et à les atténuer. Nous sommes également heureux que M. McDougall ait reconnu un rôle permanent au financement climatique public, dans le cadre de la promesse de l'accord de Copenhague de mobiliser jusqu'à 100 milliards de dollars par année en faveur des pays en voie de développement. Et pourtant le Canada n'a pas encore pris d'engagement particulier à l'égard de financement à plus long terme.

Nous encourageons le Canada, conformément à la demande de la Conférence sur les changements climatiques de Doha, à s'engager à contribuer *au moins* 1,2 milliards de dollars pendant la période 2013–2015. Le versement continu de fonds publics sera une composante essentielle de ces 100 milliards de dollars annuels d'ici à 2020. Nous vous pressons de faire en sorte que la moitié de cette contribution du Canada pendant cette période soit consacrée à des projets d'adaptation sous formes de subventions, permettant aux pays de mieux faire face aux effets de l'élévation de température et de conditions climatiques extrêmes. Nous recommandons en outre que ces sommes ne soient pas détournées du budget de développement international actuel.

Nous pressons également le Canada de faire en sorte, de manière constructive, qu'un Fonds vert pour le climat juste, transparent et gouverné démocratiquement devienne le principal canal de financement international de la lutte contre le changement climatique.

3. Un plan énergétique canadien pour des sources d'énergies renouvelables et non renouvelables assurant au Canada un avenir durable et sain.

M. Kent a transmis cette question à votre collègue l'honorable Joe Oliver, ministre des Ressources naturelles; par ailleurs, nous avons amorcé un dialogue avec Tim Norris, directeur des politiques au ministère des ressources naturelles Canada. Nous aimerions voir le Canada s'engager plus rapidement à la fin des subventions aux entreprises de combustibles fossiles pour tenir l'engagement pris par notre gouvernement en 2009. Il a été agréable de voir M. McDougall faire part de l'engagement, pris par le gouvernement, à prendre d'autres mesures visant à réduire ces subventions. Ce serait faire preuve de bonne intendance, car on réserverait des ressources financières à la promotion d'un nécessaire avenir exempt d'émissions de carbone.

Madame la ministre, la protection des dons faits par le Créateur à l'environnement est notre tâche à nous tous, guidés que nous sommes par notre appel à prendre soin de la Création entière. Tout comme le Canada est appelé à vivre selon ses moyens économiques, nous aussi devons vivre selon nos moyens écologiques. Pour paraphraser *l'Appel interreligieux canadien au leadership et à l'action pour la justice climatique*, nous devons rechercher la cohérence entre nos croyances et nos actes, afin que nos vies, nos habitudes de consommation, tout comme nos politiques publiques, reflètent mieux une nouvelle relation avec l'humanité et avec la Terre elle-même. Des membres des groupes confessionnels vont assister à la CdP19 de Varsovie. Nous anticipons avec plaisir la poursuite de notre conversation avec vous et notre collaboration, dans le même esprit, avec le Gouvernement canadien.

Soyez assurée, Madame la Ministre, de nos prières pour les dirigeants du gouvernement canadien,



Joy Kennedy
Présidente, Commission Justice et Paix

Le conseil canadien des Églises, le plus grand organisme œcuménique du Canada, représente 25 confessions des traditions anglicane, catholiques de l'Est et romaine, évangélique, de l'Église libre, orthodoxes de l'Est et orientale ainsi que protestante historique, dont l'ensemble représente 85 % des chrétiens du Canada.

Pièce jointe : *Appel interreligieux canadien au leadership et à l'action pour la justice climatique*

C.C. Hon. Joe Oliver, Ministre des Ressources naturelles
David Anderson, Secrétaire parlementaire aux Ressources naturelles
Megan Leslie, Critique environnementale, Nouveau Parti démocratique du Canada
John McKay, Critique environnemental, Parti libéral du Canada
Jean-François Fortin, Bloc Québécois
Elizabeth May, Parti Vert du Canada
Membres du Caucus multipartite sur les changements climatiques
Dan McDougall, Ambassadeur aux changements climatiques
Sénateur Grant Mitchell, Parti libéral du Canada
Major Jim Champ, Président, Le Conseil canadien des Églises